



La diaspora africaine et l'identité biculturelle : enjeux et défis pour la réinvention de l'Afrique

José Mvuezolo Bazonzi*

Résumé

L'Afrique dispose d'une diaspora formée, dotée de compétences diversifiées, et susceptible de jouer un rôle primordial dans son développement. Jusqu'ici, l'observation a montré que l'action des associations des diasporas en faveur du continent reste remarquable, via les transferts de fonds, dans les activités d'économie sociale (transport urbain, développement des micro-financements, bâtiments sociaux, coopératives ...) et dans le renouvellement des infrastructures socioéconomiques de base (écoles, centres de santé, etc.). Ces initiatives sont certes louables et encourageantes, mais il manque encore cruellement l'organisation de cette diaspora en une entité dotée d'une conscience et d'une identité spécifiques en tant que communauté rattachée à une région d'origine, et de ce fait redevable, d'une manière ou d'une autre, des actions concrètes en vue de la réinvention de l'Afrique. Cette réinvention passe nécessairement par le développement d'une identité biculturelle, à même de tisser, de retisser et de raffermir à jamais de solides liens transnationaux et transgénérationnels avec le continent. La biculturalité dont il est question ici devrait être axée sur deux éléments clés, à savoir la genèse d'une nouvelle culture et le développement intégral. Le premier volet de ce vaste programme ambitieux sur le processus de réinvention de l'Afrique suggère une réinvention même d'une nouvelle culture qui ne serait ni entièrement africaine, ni totalement étrangère, mais qui serait à cheval entre les deux précitées et qui s'enrichirait des apports des deux cultures (exemple : rôle de la socialisation technologique dans le modèle culturel asiatique). Le second volet cherche à repenser le développement du continent (rôle crucial de l'éducation et du travail dans le modèle occidental). Cet article se propose donc de revisiter les possibilités qu'offre la diversité culturelle du continent africain dans le but d'insuffler dans la diaspora une nouvelle identité culturelle, tout en mettant en évidence les divers enjeux et défis de cette biculturalité pour la réinvention de l'Afrique. Des matériaux théoriques (approches systémiques d'A. Mabogunje et des réseaux transnationaux de D. Massey) et empiriques

* Département de sociologie & Centre d'études politiques (CEP), Faculté des sciences sociales, administratives et politiques, Université de Kinshasa République démocratique du Congo (RDC).
E-mail : 52.josebazonzi@yahoo.fr; josesaintsylvr@gmail.com

tirés des terreaux culturels africain, asiatique (société japonaise, chinoise et coréenne) et occidental seront utilement mobilisés pour étayer la thèse de l'identité biculturelle.

Abstract

Africa has a trained diaspora, with diverse skills and likely to play a key role in its development. Up to now, observation has shown that the action of diaspora associations in favor of the continent remains remarkable, through remittances, social economy activities (urban transport, development of micro-finance, social buildings, cooperatives, etc.) and the renewal of basic socio-economic infrastructure (schools, health centers, etc.). While these initiatives are commendable and encouraging, there is a glaring lack of organization of this diaspora as an entity endowed with a specific awareness and identity as a community attached to their home region and, in one way or another, liable for concrete actions for the reinvention of Africa. This reinvention necessarily involves the development of a bicultural identity capable of forging, re-forging and strengthening forever transnational and transgenerational ties with the continent. The biculturality discussed here should focus on two key elements: the genesis of a new culture and integral development. The first part of this vast and ambitious program on the process of Africa's reinvention suggests the very reinvention of a new culture which is neither entirely African nor totally foreign but which falls between the two aforementioned and would be enriched by the contributions of both cultures (example: the role of technological socialization in the Asian cultural model). The second part seeks to rethink the continent's development (the crucial role of education and work in the Western model). This paper proposes to revisit the possibilities offered by the cultural diversity of the African continent in order to instill in the diaspora a new cultural identity, while highlighting the various issues and challenges of this biculturality for the reinvention of Africa. Theoretical materials (A. Mabogunje's systemic approaches and D. Massey's transnational networks) and empirical materials drawn from the African, Asian (Japanese, Chinese and Korean) and Western cultures will be usefully mobilized to support the thesis of bicultural identity.

Introduction

L'Afrique dispose d'une diaspora formée, dotée de compétences diversifiées, et susceptible de jouer un rôle primordial dans son développement. Jusqu'ici, l'observation a montré que l'action des associations des diasporas des différents pays en faveur du continent reste remarquable, via les transferts de fonds, dans les activités d'économie sociale (transport urbain, développement des micro-financements, bâtiments sociaux, coopératives...) et dans le renouvellement des infrastructures socioéconomiques de base (écoles, centres de santé, etc.). Ces initiatives sont certes louables et encourageantes, mais il manque encore cruellement l'organisation de la diaspora africaine en une entité dotée d'une conscience et d'une identité spécifiques en tant que communauté rattachée à une région d'origine, et de ce fait détentrice, d'une manière ou d'une autre, non seulement d'actions

concrètes, mais également d'un savoir être et d'un savoir-faire pertinents en vue de la réinvention de l'Afrique.

Cette réinvention passe nécessairement par le développement d'une identité biculturelle à même de tisser, de retisser et de raffermir à jamais de solides liens transnationaux et transgénérationnels avec le continent. La biculturalité dont il est question ici devrait être axée sur deux éléments clés, à savoir la genèse d'une nouvelle culture ainsi que l'éclosion d'un développement intégral. Le premier volet de ce vaste et ambitieux programme sur le processus de réinvention de l'Afrique suggère l'élaboration d'une nouvelle culture qui ne serait ni entièrement traditionnelle (au sens de peu portée au changement et à la modernité), ni totalement étrangère ou « déculturelle », mais qui serait à cheval entre les deux et qui s'enrichirait des apports des deux cultures, à l'exemple du rôle de la socialisation technologique des jeunes dans la culture orientale. Le second volet de ce programme cherche à repenser le développement du continent, notamment au travers du rôle crucial de l'éducation et du travail dans la culture occidentale.

À travers cet article, nous nous proposons de revisiter les possibilités qu'offre la culture africaine, dans toute sa richesse et toute sa diversité, de s'ouvrir aux autres cultures, dans un mouvement dialectique d'échanges judicieux, dans le but d'insuffler dans sa diaspora une nouvelle identité culturelle, ayant pour vocation l'afro-renaissance. Pour y parvenir, des outils théoriques (dont l'approche systémique d'Akin Mabogunje et celle des réseaux transnationaux de Douglas Massey) ainsi que des matériaux empiriques tirés des terrains culturels africain, oriental et occidental seront utilement mobilisés, à titre illustratif. Ainsi, après avoir rappelé les principaux atouts et initiatives de la diaspora africaine en faveur du continent, nous poserons le cadre théorique et empirique étayant la thèse de l'identité biculturelle pour la réinvention de l'Afrique, puis, avant de conclure, nous discuterons des enjeux et défis de cette identité.

La diaspora africaine : quelques atouts et initiatives en faveur du continent

Il n'est pas si aisé de saisir tous les contours du concept de « diaspora », étant donné l'hétérogénéité et la complexité de sa composition et les divers statuts des individus qui entrent dans sa composition. En effet, ce concept évoque l'idée des populations transnationales, vivant depuis plusieurs années ou depuis plus d'une génération dans un endroit éloigné de leur patrie, mais reliées à celle-ci par une filiation réelle ou « imaginée » ; il évoque également l'idée des ressortissants étrangers, des migrants permanents, réguliers ou irréguliers, des citoyens d'origine lambda vivant à l'étranger, des réfugiés, des naturalisés, etc. (Bazonzi 2014). Ce concept renferme donc de

nombreuses acceptions ; mais dans le cadre de cette étude, nous préconisons la définition de l'Union africaine. Ainsi, il faut entendre par *diaspora africaine* « des personnes originaires du continent africain et vivant en dehors de celui-ci, indépendamment de leur citoyenneté, de leur nationalité ou de la cause de leur migration, et qui sont désireuses de contribuer au développement de la région et à sa construction¹ ».

Au cours de l'histoire, l'Afrique a été à maintes reprises retenue par des entraves apportées à son développement, et il n'est pas nécessaire de les évoquer ici². Toutefois, depuis une époque récente, il est à noter que de nombreux membres de la diaspora africaine ont entrepris, soit en solo, soit en mode associatif, de contribuer résolument à la restauration du continent. Le cas de l'un des théoriciens de l'afro-centricité, le professeur afro-américain Molefi Kete Asante, est intéressant à évoquer. D'abord, le fait de changer de nom, d'adopter un nom qui se réfère au patrimoine culturel africain – et, par conséquent, de changer d'identité – constitue une grande avancée sur le plan de la restauration identitaire. Le sens à donner à cet acte est loin de n'être que politique, il est évidemment éminemment culturel aussi. En effet, la sagesse africaine ne dit-elle pas qu'un tronc d'arbre, quelle que soit la durée de son immersion dans la rivière, ne deviendra jamais un crocodile ?

Mais au-delà des initiatives individuelles pleines de sens, on peut aussi examiner les apports de toute la diaspora. Parmi les contributions classiques de la diaspora, on peut mentionner la contribution à la croissance économique et au progrès social dans les pays d'origine, à travers les transferts de fonds et l'entrepreneuriat privé. Concernant les transferts, il faut noter que l'envoi annuel est estimé à 39 milliards de dollars (FIDA 2007), alors que l'APD n'a été que de 26 milliards en 2008 (OCDE 2009). Cependant, ces envois de fonds sont soumis à des contraintes et présentent, de ce fait, certaines limites en termes de stratégie de développement. Ces contraintes comprennent notamment les changements survenant dans la capacité des migrants à conserver leur travail et à optimiser leur gain, l'attachement persistant des anciens migrants à leur pays d'origine, le contrôle accru des transferts de fonds dans les pays d'accueil, dicté par des raisons sécuritaires ainsi que par la lutte contre le blanchiment d'argent à travers le monde. Dès lors, il s'avère nécessaire de formuler d'autres politiques de mobilisation de la diaspora, susceptibles de corriger ces effets pervers ou d'en atténuer les conséquences. Il existe d'autres contributions de la diaspora ; aujourd'hui, de plus en plus de membres de la diaspora participent au dialogue politique et social sur le continent, ainsi qu'à la prise de conscience de la stabilité comme gage du développement durable de l'Afrique. C'est ainsi que beaucoup de membres de la diaspora africaine sont en train de devenir des acteurs incontournables du jeu démocratique en Afrique, ce qui ne se fait point sans heurts.

Cependant, à l'aune de la phase actuelle de la mondialisation, il importe d'opérer un dépassement de la vision de ces apports traditionnels de la diaspora africaine. nous dirions même qu'il s'avère urgent de forger une nouvelle « mentalité » et d'insuffler une nouvelle « conscience » à cette diaspora, afin de réussir la réinvention de l'Afrique. C'est fort de cela que nous voudrions proposer de réfléchir sur la biculturalité consciente et opérante de la diaspora africaine.

Repenser la réinvention de l'Afrique par la biculturalité

Avant d'aborder les aspects pratiques relatifs à la biculturalité et au développement de l'Afrique, nous aimerions placer deux mots sur les soubassements théoriques de cet article. En effet, les matériaux empiriques tirés des cultures africaine, asiatique et européenne évoqués dans cette contribution peuvent illustrer le fondement épistémique de l'approche systémique de Mabogunje et du modèle de Massey sur les réseaux transnationaux.

Approches théoriques et cadres contextuels d'analyse des liens transnationaux

Il n'est pas possible de parler de diaspora sans appréhender la quintessence de la question migratoire, et surtout les raisons qui sont au cœur de la décision (individuelle ou collective) de migrer. Pour cela, nous allons évoquer rapidement deux auteurs, Akin Mabogunje et Douglas Massey, dont les contributions dans ce domaine nous semblent pertinentes et bien à propos. En effet, selon plusieurs chercheurs, les décisions de migrer ne peuvent pas entièrement se comprendre en dehors d'un contexte plus global. Ainsi, en 1970, Mabogunje propose une première approche systémique consistant à inscrire les mouvements migratoires dans un système impliquant la circulation de divers flux entre les lieux d'origine et de destination : flux de personnes, de biens, de services et d'idées. Le schéma analytique de Mabogunje tente d'identifier tous les éléments de l'environnement susceptibles d'affecter les mouvements migratoires, notamment l'environnement économique, social et politique, l'information et la technologie, les transferts monétaires, et les réseaux sociaux et familiaux. En termes analytiques, ce schéma permet d'appréhender la migration non plus comme un mouvement linéaire et unidirectionnel, mais bien comme un *phénomène circulaire* imbriqué dans un système de variables interdépendantes. D'où l'intérêt de cette approche théorique pour la thèse de l'identité biculturelle.

Bien que l'opérationnalité de cette approche systémique ne soit pas aisée à mettre en œuvre empiriquement à cause de la multiplicité des facteurs identifiés, elle permet toutefois de révéler les liens étroits entre la migration

internationale et la mondialisation, suggérant même l'idée d'un marché du travail global dans une économie globalisée (Simmons 2002). Et cette perspective est à relier avec les réseaux transnationaux (Piché 2012). Cette approche permet donc de placer les migrants, et par voie de conséquence les membres de la diaspora, dans un mouvement circulaire, entre deux lieux. D'où l'intérêt de cette approche, non pas seulement sur le plan économique, mais également sur le plan culturel, comme on peut bien s'en rendre compte.

Le deuxième outil théorique que nous aimerions aborder pour étayer la thèse de l'identité biculturelle est celui proposé par Douglas Massey sur les réseaux transnationaux, et fondé sur la causalité cumulative. Au fond, l'approche des réseaux migratoires est d'une grande portée heuristique en ce sens qu'elle permet de sortir de la vision individualiste et atomistique du phénomène migratoire développée jusqu'alors (avant les années 1980). Ainsi, à l'aide de la notion de réseau, il devient possible d'appréhender la migration comme relevant d'actions familiales et collectives qui relient des migrants et des non migrants dans un ensemble de relations transnationales. C'est cette approche par les réseaux qui est à la base du modèle proposé par Douglas Massey (1990) sur la causalité cumulative. En effet, à partir de la notion de réseau comme élément de la structure sociale, Massey établit un lien entre le réseau et l'effet de rétroaction sur la migration.

Grâce à ces deux outils théoriques, il est en effet possible de saisir la vraie portée de la diaspora africaine dans le champ migratoire international, ainsi que son rôle éminent dans la réinvention du continent. Si l'auteur du premier outil insiste sur la circularité, celui du second, Massey, insiste sur le rôle des familles, des communautés. Ainsi, la circularité favorise les échanges culturels, tandis que les liens transnationaux renforcent le rôle et la conscience de la communauté. La circularité ainsi que la vision communautariste du phénomène migratoire, tels que théorisés respectivement par Mabogunje et Massey, montrent à suffisance que les membres de la diaspora (africaine) n'ont d'autre choix que de se placer dans une posture de contributeurs d'apports culturels allogènes par rapport aux sociétés de départ ou d'origine, c'est-à-dire les communautés restées sur le continent, en vue de participer à l'afro-rennaissance.

Vers la genèse d'une nouvelle culture de synthèse par la biculturalité

L'homme est un être foncièrement culturel et social ; et la culture, qui s'acquiert par de nombreux processus complexes, est inhérente à la nature humaine. Selon Denis Cuche (2004), la culture est un processus par lequel l'homme s'adapte au monde et l'adapte à lui. Dès 1871, Edward B. Taylor définissait la culture comme un « ensemble complexe incluant les savoirs, les croyances, l'art, les mœurs, le droit, les coutumes, ainsi que toute disposition ou usage acquis par l'homme vivant en société³ ».

Dans leur vie quotidienne, au contact de la société de leur pays d'accueil, les membres de la diaspora sont confrontés à de nombreux défis existentiels et ontologiques. Ce contact avec leur nouveau milieu de vie enclenche certes des transformations culturelles et sociologiques profondes, mais les apports culturels exogènes incorporés dans le noyau initial par le biais de l'acculturation devraient subir un sévère tri sélectif, pour éviter toute aliénation culturelle. En effet, dans la phase actuelle de la mondialisation caractérisée par une grande mobilité des personnes, des biens, des services et des idées, il serait utopique et illusoire de se cramponner sur un substrat culturel pur, surtout quand on est membre de la diaspora. De ce fait, la biculturalité se trouve être une voie royale et salutaire pour l'équilibre ontologique de ces personnes et une sève nourricière de leur identité nouvelle.

Mais étant donné que l'acculturation est un processus culturel dynamique, les éléments empruntés entraînent à coup sûr des modifications dans le noyau culturel primaire, et ces dernières occasionnent à leur tour des réactions en chaîne dont il importe d'assurer la maîtrise. L'acculturation survenant ainsi – et elle n'est surtout pas à confondre avec la déculturation ou l'assimilation – exige pour sa réussite une condition *sine qua non*, à savoir posséder une base culturelle stable, sur laquelle viendront se greffer les éléments exogènes empruntés et sélectionnés avec soin. En effet, comme l'a si bien relevé Joseph Ki-Zerbo (1992, cité par Olukoshi et Nyamnjoh 2007:1), « le développement [de l'Afrique] devait venir non pas des emprunts stériles, de la capacité d'endettement ou de la fascination qu'exercent les gadgets et les produits de consommation des autres Euro-Américains, mais de l'intégration africaine, de la recherche et de la formation ».

Ainsi, loin de se relaxer outre mesure et outre-mer jusqu'à tomber dans l'appât du lucre, les membres de la diaspora africaine devraient apprendre à tisser leur propre natte, car, comme n'a cessé de le dire l'historien burkinabè, « dormir sur la natte des autres, c'est comme si l'on dormait par terre » ; de plus, « les Africains doivent être fiers de leurs propres nattes culturelles et intellectuelles, quelque modestes qu'elles soient, car s'ouvrir aux autres ne devrait pas être synonyme d'oublier ses propres valeurs, méthodes ou sa propre créativité (Ki-Zerbo 1992:VII, cité par Olukoshi et Nyamnjoh 2007:1). En effet, un arbre coupé de ses racines devient improductif et, partant, ne porte point de fruit ; il n'est alors bon qu'à être coupé, séché et jeté au feu. Ce vieux dicton tiré de la sagesse africaine est une interpellation pour la diaspora africaine.

À propos de cette acculturation chargée de sécréter la biculturalité, nous voudrions noter une observation, car il ne s'agit aucunement d'un syncrétisme culturel. Notre propos ne consiste pas à prôner une espèce de syncrétisme culturel qui serait juste une synthèse inédite d'éléments différents et

disparates... et qui pèserait si lourd sur les concernés, qui en deviendraient même déculturés ou aliénés. Le changement culturel dont nous parlons est une adjonction d'apports exogènes à un noyau culturel stable, afin de générer un substrat culturel rénové, à même d'impulser le processus d'invention et de découverte, car, qu'on le veuille ou pas, les membres de la diaspora sont exposés à des environnements différents de leurs contextes culturels d'origine. C'est donc un processus de rationalisation de l'emprunt culturel qu'il s'agit de mettre en œuvre. Par ailleurs, l'emprunt doit être compatible avec les principes de base de la société africaine, de sorte que la sélection ne devienne pas substitutive et que les traits culturels faisant l'objet d'emprunt ne remplacent pas majoritairement ou intégralement les traits basiques préexistants, à moins qu'il ne s'agisse d'une réinterprétation, surtout en ce qui concerne la culture technologique. À titre illustratif, nous proposons d'examiner dans les lignes qui suivent quelques éléments que nous estimons essentiels pour le processus de la réinvention de l'Afrique ; il s'agit de la socialisation scientifique et technologique des jeunes, puis de la valorisation de l'éducation et du travail. Ce sont, à notre sens, des éléments susceptibles de subir un processus de réinterprétation au cours de la dynamique de l'acculturation se déployant au sein des membres de la diaspora africaine⁴.

En tant que communauté éparpillée à travers le monde, la diaspora africaine est globalement exposée à deux types de culture, à savoir la culture de l'Occident et celle de l'Orient. Il existe bien sûr des variantes dans ces cultures. À cet égard, on ne saurait se méprendre face à l'extrême variété de traits culturels distinctifs que l'on peut rencontrer au sein même de la culture occidentale selon les pays (les États-Unis vs la France ; le Canada vs l'Allemagne), ou au sein de la culture orientale (la Chine vs l'Irak ; l'Inde vs la Corée du Sud). Néanmoins, pour les besoins de l'analyse, on osera simplifier et se servir de deux grands types culturels évoqués ci-dessus. Nous commencerons par la Chine. Depuis plusieurs décennies, la Chine, confrontée aux défis du monde contemporain, connaît de profonds changements : « ces défis sont en partie liés à la transformation de la société chinoise, et la réforme [qui s'est ensuivie] s'est soldée par l'abandon du vieux système sclérosé et très centralisé d'économie planifiée » (Songxing 1995). En effet, face aux multiples défis et mutations sociales imposées par la politique d'ouverture au monde, les autorités chinoises ont entrepris, vers les années 1980, de courageuses réformes, dans le secteur de l'éducation notamment, en vue du développement de l'enseignement technique et professionnel. La stratégie chinoise a été de « fonder son action dans tous les domaines, y compris l'éducation, sur les besoins du monde, de l'avenir et de la modernisation » (Songxing 1995). Ces réformes ont rencontré d'énormes difficultés au début, à cause du poids de la tradition qui méprisait l'enseignement professionnel

et technique. Aujourd'hui, il est clair que la réforme de l'éducation (enseignement technique et professionnel) et l'ouverture au monde extérieur ont structuré favorablement la mentalité des jeunes et porté bonheur à la Chine. Songxing rapporte qu'une enquête sur l'emploi menée à Shanghai en 1994 a montré que les jeunes Chinois accordent plus d'importance à la « pleine utilisation de leurs capacités » qu'au « prestige social » ou à la « rémunération ».

Aujourd'hui, l'opinion internationale a tendance à s'apitoyer sur le sous-développement de l'Afrique, voire à s'en moquer, mais, comme le souligne Amady Aly Dieng,

Aucun peuple n'est à l'abri des imperfections qui sont de l'ordre de l'humain. Un peuple qui connaît ses faiblesses et ses défauts et qui cherche les remèdes appropriés est un peuple qui avance et fait des progrès incontestables. C'est le cas du peuple japonais qui a de lui-même été chercher les éléments manquants dans son pays en envoyant ses fils dans les pays développés comme l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis et la France. Ainsi le Japon, connu comme pays « de pacotille » dans la période de l'entre-deux-guerres, est-il devenu une grande puissance maîtrisant la technologie moderne (Dieng 2007:42).

En effet, agissant de la sorte, le peuple japonais a en réalité usé d'une ultime sagesse pour la socialisation scientifique et technologique de sa jeunesse, et aujourd'hui le Japon et sa voisine, la Corée du Sud, ont une longueur d'avance sur le plan technologique par rapport à de nombreuses nations sur l'échiquier mondial. Toujours à propos de l'emprunt culturel, il convient de noter que le Japon « n'a pas hésité à utiliser l'écriture chinoise comme l'ont fait les Coréens » (Dieng 2007:42). En fait, les Japonais et les Coréens ont agi ainsi, dans le but de forger leur propre écriture. Ces deux exemples, si modestes soient-ils, montrent, si besoin en était, les vertus de l'acculturation par le biais de l'emprunt culturel. Ces faits constituent, à notre sens, une bonne source d'inspiration pour l'Afrique et sa diaspora. D'ailleurs, sans comparer l'incomparable, il convient de rappeler que la diaspora juive ne s'est pas fait prier pour rebâtir la nation israélienne, grâce au mouvement sioniste notamment. Car, comme le dit l'adage de Georges Santayana, « ceux qui ne savent pas tirer des leçons de l'histoire sont condamnés à la revivre » (Lumumba-Kasongo 2007:12).

Par ailleurs, discutant de la valeur du travail dans la culture occidentale, menacée par ce qu'elle nomme « l'orientalisme », Chantal Delsol (2004) montre que la hargne ou le désir de transformer le monde diffère selon les cultures. Elle affirme que chez les anciens Grecs par exemple, le désir de transformer le monde était quasi absent :

Le travail n'a pas de valeur chez les Grecs. Pourquoi ? On répond en général que c'est parce que l'esclavage y existe et que, par conséquent, les esclaves étant chargés pour ainsi dire de faire les choses laborieuses, comme le dira plus tard Hannah Arendt, les hommes instruits, cultivés, les hommes qui pensent n'ont pas besoin de travailler. [...] Je crois que si les Grecs n'accordent aucune valeur au travail, c'est parce qu'ils n'ont pas le désir de transformer le monde. Ça ne les intéresse pas. Naturellement, les Grecs, comme vous le savez, ont inventé la démocratie, l'histoire et toutes sortes de disciplines assez extraordinaires, peut-être bien la médecine, en tout cas une certaine forme de médecine et, dirait Max Weber, la rationalité. Et, cependant, ils n'ont pas envie de transformer leur monde. [...] Mais ils n'avaient pas du tout notre manière de voir à cet égard. Cela ne signifie pas qu'ils n'aient tout progrès, mais chez eux il y avait une sorte d'instinct qui triait les inventions (Delsol 2004).

Selon cette auteure, la posture particulière des anciens Grecs décrite ci-dessus est comparable à celle des anciens Chinois. Elle note que le grand sinologue Needham montre bien, dans un ouvrage en vingt volumes, que les Chinois avaient tout pour transformer le monde autour d'eux, mais ils ne l'ont pas fait ; elle était sa démonstration en rappelant que les Chinois ont inventé l'imprimerie bien avant les Européens, ils ont aussi inventé le premier vaccin contre la variole au VIII^e siècle, mais les moines chinois l'ont mis dans un placard.

Ces deux exemples montrent que pour transformer le monde, il ne suffit pas d'avoir les possibilités et les ressources (mentales, matérielles ou autres) nécessaires pour le faire, il faut encore le désirer. Et c'est ce désir de transformer qui réside dans le mythe de départ de l'histoire occidentale qui fait toute la différence. L'Occidental est structuré par le mythe fondateur du Pentateuque consigné dans l'Ancien Testament, dans lequel il est clairement dit que le Créateur a créé un monde qu'il a laissé à l'homme en usufruit ; et désormais, ce dernier en est devenu le « vrai » responsable. On peut dire que dans la culture occidentale, c'est l'idée de « parfaire » un monde imparfait laissé par le Créateur qui anime l'individu : c'est ce sens progressiste que revêt réellement le travail en Occident. Comme on peut s'en rendre compte, pour les Africains, il s'agit plutôt de passer de la contemplation du monde à sa transformation réelle, en vue de l'amélioration des conditions de vie des individus lambda ainsi que de celles des générations à venir. Ainsi, l'Afrique appartient aux Africains, mais ils doivent la faire ! Et à en croire Chantal Delsol (2004), « le travail représente le corollaire, le moyen de réalisation de cet état d'esprit, et il n'y a pas de transformation du monde sans valorisation de l'effort. Cela n'existe pas ». Qui plus est, ajoute-t-elle, « c'est le christianisme, religion des esclaves, qui va réorienter l'histoire européenne,

après les Grecs (cf. mythe prométhéen), pour donner une finalité au travail humain et lui donner pour finalité le meilleur être de la société, l'amélioration de la société ».

Pour un développement intégral du continent africain

Beaucoup de choses ont été dites sur le développement de l'Afrique, mieux, sur le sous-développement de ce continent, berceau de l'humanité ; c'est pourquoi nous ne nous y attarderons point. Cependant, nous laissons Jean-Baptiste Onana, qui s'est penché sur la question, s'exprimer :

Dans le contexte de misère sociale et économique qui caractérise l'Afrique d'aujourd'hui (délabrement du tissu économique, désorganisation de l'appareil de production, pénuries à répétition, famines, guerres ethniques, épidémies, chômage, fuite des forces vives, etc.), le concept de développement prend une signification autrement plus simple. Il doit alors s'entendre, en premier lieu, de la capacité d'un pays à satisfaire ses besoins primaires et urgents, sans recours à la générosité ou à l'aide extérieures ; et en second lieu, de l'aptitude de son économie à générer et à redistribuer des richesses. En Afrique, cela veut dire réaliser l'autosuffisance alimentaire, garantir une couverture sanitaire satisfaisante à la population, créer des emplois dans les secteurs qui offrent les meilleures potentialités – les services et l'agriculture notamment –, lancer de grands programmes d'équipement en infrastructures sociales et économiques, endiguer l'exode de l'élite et de la main-d'œuvre qualifiée en général, et réaliser la paix civile et l'unité nationale autour des valeurs de la citoyenneté et de la commune identification au creuset national (Onana 1997).

À côté de ce sévère réquisitoire contre le « non développement » du berceau de l'humanité, il est intéressant de rappeler les propos du professeur Joseph Ki-Zerbo (2006) qui affirme qu'« en premier lieu, tout est loin d'être négatif en Afrique : il y a une volonté favorable de vivre, de vivre dans la joie et la solidarité avec les plus faibles, qui est une assurance vie pour tout le continent ». À notre avis, la diaspora africaine devrait saisir l'opportunité qui lui est offerte à travers la reconstruction africaine, en vue de redorer le blason de sa dignité, longtemps terni par la médiocrité collective, l'impitoyable cruauté de l'impérialisme et les moqueries étriquées des développeurs du Nord. En fait, Ki-Zerbo (2006) a raison de souligner que « l'idée de compter avant tout sur soi-même qui est le BABA du développement s'impose par la nécessité. [...] Le vrai développement consiste à partir de soi-même. Et la grande priorité pour l'Afrique, c'est donc de se constituer ; c'est d'aider l'Afrique à se constituer ». Or, pour se constituer, l'Afrique a besoin de « récupérer » une partie d'elle-même coupée de force, sa diaspora. Les propos ki-zerbiens rappelés ci-dessus nous permettent de mettre en exergue

le sens ontologique du devoir de la diaspora africaine vis-à-vis du continent mère. En effet, s'il est vrai que la diaspora africaine est une partie intrinsèque de l'Afrique, de même sa contribution, son apport à la restauration et à la renaissance africaine, est jugée plus que nécessaire. Et le cas africain n'est pas pour autant désespéré, tant s'en faut ; les exemples évoqués l'attestent suffisamment. C'est dans cette optique salvatrice qu'il faut placer le rétablissement et le renforcement des liens institutionnels entre l'Afrique et ses diasporas anciennes et contemporaines (d'Amérique du Sud, centrale, du Nord, des Caraïbes, de l'océan Indien, du Moyen-Orient, etc.), notamment la collaboration entre les universités africaines et latino-américaines.

En termes de stratégies de mobilisation de la diaspora, la Corée, par exemple, a considéré ses ressortissants ayant migré au Japon comme ses *troupes amies*, et a partagé avec sa diaspora la vision commune d'une industrialisation du pays en vue d'éradiquer la pauvreté des années 1960, vision basée sur le slogan « nous pouvons bien vivre, nous aussi ». De même, l'expérience de la Chine souligne la nécessité d'avoir une vision nationale cohérente et partagée avec les membres de la diaspora. En gros, la stratégie chinoise a été de considérer sa diaspora comme une *force amie*, formée d'alliés essentiels pour la reconstruction et la modernisation de la nation. Pour cela, elle a entamé certaines politiques et stratégies, de manière à permettre aux Chinois de l'extérieur de fonctionner comme une communauté soudée, capable de mobiliser des forces financières, politiques et diplomatiques, plutôt que comme des individus dispersés à travers le monde. Il s'agit donc de disposer d'individus organisés, de communautés conscientes et disciplinées (à la manière d'une armée), et agencées autour d'une vision claire. Ces expériences étayent la thèse de la biculturalité via l'emprunt culturel rationnel, défendue tout au long de cet article.

Souvent toutefois, dans l'opinion africaine, le développement n'est vu qu'au travers des prismes économiques conventionnels ; et pourtant, comme le rappelle Francis Nyamnjoh, « l'un des aspects importants de la croissance économique et du développement, c'est d'investir dans le capital humain, ou plus simplement dans l'éducation ; mais l'éducation, ce n'est pas seulement l'inculcation des connaissances, mais d'un ensemble de valeurs qui, en retour, évaluent les connaissances acquises ». C'est cette deuxième fonction de l'éducation qui fait encore défaut sur le continent. Et c'est ici justement que réside le problème, car, ajoute-t-il, « When the values are not appropriate for progress, the knowledge acquired is rendered irrelevant and becomes merely cosmetic » (Nyamnjoh 2011:139). Il est dès lors temps de se défaire des idées reçues de l'éducation, quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent, et qui sont incompatibles avec le progrès tant souhaité en Afrique.

En ce qui concerne le développement intégral de l'Afrique, nous pensons qu'il importe de s'éloigner de l'idée qu'il faille développer l'Afrique comme une chose, comme un objet extérieur à nous, comme le feraient les agents développeurs du Nord, pour qui le développement est comme un fétiche, que l'on doit manipuler avec les grands soins de l'idéologie néolibérale. Car, comme l'indique Elisio Macamo (2007), le développement serait alors « un faux argument qui pourrait enfermer les pays africains comme dans un cercle vicieux totalitaire, alors qu'il semble que les alternatives réelles doivent être celles qui cherchent à s'attaquer aux petits problèmes qui rendent imprédictible la vie quotidienne en Afrique » ; c'est en ce sens qu'il faut repenser le développement intégral de l'Afrique. D'ailleurs, battant en brèche la vision économiciste du développement, Joseph Ki-Zerbo a martelé de son vivant que le « rattrapage est un piège [sans fin] dans lequel les générations montantes ne devront pas tomber parce qu'il s'agit pour elles de changer [plutôt] de rail » (Ki-Zerbo 2007). Karl Popper n'a-t-il pas suggéré que le changement social est souvent le résultat de l'« ingénierie sociale fragmentaire » ? (Popper 1965, cité par Macamo 2007:7) Dès lors, la diaspora africaine se trouve dans une posture privilégiée d'acteur clé de cette ingénierie sociale fragmentaire à même de stimuler l'afro-renaissance.

Enjeux et défis de l'identité biculturelle pour la réinvention de l'Afrique

Comme nous l'avons souligné ci-dessus, la diaspora africaine peut valablement contribuer à l'afro-renaissance par la biculturalité ; ce processus comporte néanmoins des enjeux et des défis, tout aussi nombreux, complexes que dynamiques ; rappelons-en quelques-uns ici. Le premier enjeu qui saute aux yeux demeure la solidarité identitaire avec le continent, qui est, à notre avis, non négociable. Ensuite, un enjeu social incrusté dans l'aide à la transformation de la qualité de la vie sur le continent. Puis l'on peut évoquer un indéniable enjeu culturel. En effet, ainsi que nous l'avons montré dans une réflexion antérieure sur la visibilité de la migration féminine d'origine africaine,

Dans le nouveau village planétaire, les femmes, porteuses et gardiennes de la culture, s'avèrent être des actrices incontournables dans le processus de pérennisation et de renouvellement culturel. Ce rôle, quoique perceptible, reste méconnu à ce jour ; il place la femme au cœur d'un enjeu non négociable. En effet, dans la mondialisation, la femme africaine a un rôle primordial à jouer pour le « métissage culturel ». Actuellement en Europe, les femmes africaines en général, et [celles] d'Afrique centrale en particulier, ont trouvé un créneau intéressant sur le marché médical de l'emploi : les postes d'infirmière et de garde-malades leur

sont « royalement » offerts à cause de certaines spécificités liées non seulement à leur qualification professionnelle mais également à leur « qualification culturelle » et à leurs qualités humaines (Bazonzi 2012).

Ce rôle dévolu à la femme par la tradition africaine constitue un atout indéniable pour contribuer à l'amélioration de l'image de l'Africain, ce qui, du reste, constitue un enjeu symbolique incontestable.

Par ailleurs, le nombre de migrants africains est estimé à 30 millions. Selon une étude récente, la fuite des cerveaux de l'Afrique subsaharienne par exemple est globalement estimée à près d'un million de personnes ayant poursuivi des études de niveau tertiaire en 2000 (BAD 2011). La fuite de cerveaux constitue un enjeu stratégique majeur. En effet, malgré le changement de paradigme qui permet aujourd'hui de passer du « brain drain » au « brain gain », les effets pervers de la fuite de cerveaux pèsent lourd sur le développement de l'Afrique. Est-il nécessaire de rappeler que ce continent a payé et continue de payer un lourd tribut à cause de la perte de ses dignes et vaillants rejetons outre-mer ; c'est ainsi que nous estimons que la circularité et le transnationalisme permettent de limiter et de réparer les effets pervers de cette situation dramatique. Enfin, un dernier enjeu lié à la biculturalité, et que nous qualifierons de politique, c'est celui qui consiste à porter la voix de l'Afrique au sein de tout espace et de toute instance de pouvoir et de prise de position, au nom non seulement de la différence culturelle, mais également en celui de la spécificité culturelle. Nous faisons ici allusion au concept d'« africanité globale », cher aux africanistes, selon lequel la présence africaine à travers le monde ne devrait pas seulement être physique, mais également et surtout idéale.

Par ailleurs, l'un des défis – et non des moindres – de cette délicate entreprise demeure le risque de déculturation. En effet, la déculturation constitue un réel danger qui guette constamment non seulement la diaspora africaine, mais également les Africains restés sur le continent. L'affadissement culturel observé auprès des jeunes Africains tant du continent que d'outre-mer sous la pression de la mondialisation de la culture occidentale tendant à étouffer l'expression culturelle authentiquement africaine est susceptible, si l'on n'y prend garde, de conduire à un nivellement culturel par le bas. Et cet affadissement peut inéluctablement induire la perte de son identité propre, la disparition de ses repères culturels et donc aboutir à une perte culturelle. Ce qui a pour corollaire d'influer sur la créativité et la capacité d'innovation, du fait que l'individu arrive à douter de lui-même, de ses capacités à être lui-même, à agir par lui-même (et non sous tutelle ou par procuration) et à demeurer lui-même, en définitive et par-dessus tout.

L'aliénation culturelle est cet autre défi qui guette la biculturalité, en ce qu'elle est une espèce de déculturation. Sociologiquement parlant, l'aliénation « suggère la dissolution du lien entre l'individu et les autres ; [...] elle constitue une sorte de contrepoint de l'anomie » (Boudon & Bourricaud 2004). Avec l'aliénation, fini le projet de devenir soi-même, on embrasse à bras-le-corps le rêve de devenir l'Autre ou plutôt comme l'Autre, ce qui est en fait synonyme de poursuite du vent, de recherche stérile d'une image de l'Autre, une image sans cesse fuyante... Combien d'Africains ne se sont-ils pas décapé la peau, sous le prétexte fallacieux d'une esthétisation ! Et pourtant se décapier la peau constitue une pratique néfaste tant sur le plan sanitaire (médical) que sur le plan psychologique et sociologique. Cette pratique n'est, en fait, ni plus ni moins qu'une négation de soi, un déni de son identité ; c'est un problème autant individuel que communautaire et sociétal qui relève de l'anomie et qui menace réellement la dignité africaine. Et que dire des idées et pratiques insidieuses empruntées et/ou copiées servilement çà et là, concernant l'orientation sexuelle, le rôle de la famille, etc. ?

Cette interpellation nous permet de mettre en évidence le dilemme cornélien avec lequel sont aux prises les membres de la diaspora africaine quant à l'éducation des enfants. Vitraulle Mbougou évoque ce dilemme en ces termes :

Beaucoup d'immigrants africains installés en Occident sont souvent confrontés à ce qui leur apparaît comme une situation cornélienne, à savoir l'éducation de leurs enfants. En effet, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'éducation à donner à leur progéniture qui est née et a grandi dans leur pays d'accueil. S'adapter aux mœurs de la société d'accueil et leur transmettre exclusivement cette nouvelle culture ou s'intégrer tout en conservant fortement les traditions de sa culture d'origine ? (Mbougou 2010).

Pour tenter de résoudre ce dilemme, nous estimons qu'il faudra recourir une fois de plus à la circularité et au transnationalisme. En effet, le retour et le maintien des liens avec le pays natal ou d'origine ne doivent pas constituer une punition pour la progéniture des membres de la diaspora, mais plutôt une occasion de catharsis renouvelée. Qui plus est, alors que les parents, « traditionnels », sont exposés au risque d'inadaptation, les enfants, « progressistes » pour la plupart, sont, quant à eux, exposés au risque de déculturation, voire d'aliénation.

Concernant la valorisation du travail en vue de la transformation du monde, nous pensons qu'il faut éviter de tomber dans une espèce d'occidentalisme consistant à vouloir transformer le monde et la société à l'excès, suivant le mythe prométhéen qui, du reste, semble avoir montré ses limites :

Il y a une conscience de nos perversions, en termes de dégâts. Dégâts pour l'homme, c'est le XXe siècle ; dégâts pour la nature, c'est évident. La transformation du monde engendre des perversions comme toute œuvre humaine, naturellement. Ces perversions finissent par tellement compter que la transformation elle-même est remise en cause (Delsol 2004).

Cette vision du monde est d'ailleurs actuellement combattue en Europe, où les jeunes montrent beaucoup d'intérêt pour la culture contemplative de l'Orient. Ces craintes d'acculturation « négative », légitimement exprimées par la philosophe française Chantal Delsol, confortent la thèse de la biculturalité, selon laquelle aucune culture n'est à l'abri d'agressions exogènes, mais pour que l'acculturation soit possible et devienne « positive », il faut que les éléments d'emprunt viennent se greffer sur un noyau culturel stable. La dévalorisation symbolique du travail en cours en Europe, ou même la dévalorisation économique du travail due à l'idéologie néolibérale constituent en fait les limites d'un refus d'acculturation « positive » : au lieu d'ennoblir l'homme, le travail s'est transformé en un instrument d'injustice sociale ; d'où la lutte acharnée pour un travail décent, favorable à la restauration de la dignité humaine, et l'intérêt croissant pour une acculturation « positive », avec une forte demande d'éléments culturels en provenance de l'Orient, demande considérée à tort ou à raison comme un risque d'orientalisme pour la société européenne.

En définitive, on nous posera peut-être la question de savoir pourquoi nous insistons tant sur la question de la diaspora africaine... nous aimerions tout de suite rappeler que selon des études récentes, « plus d'un tiers des ressources humaines hautement qualifiées de l'Afrique se trouve dans la diaspora » ; de ce fait, l'on ne saurait sous-estimer l'enjeu de développement lié à l'apport de cette diaspora⁵.

Conclusion

L'acculturation prônée ici est de type planifié, c'est-à-dire que la diaspora africaine a la liberté de sélectionner les éléments d'emprunt susceptibles de contribuer le plus efficacement à la réinvention de l'Afrique. En dehors de l'engagement traditionnel en matière d'assistance sociale ou de transfert de fonds en vue d'éventuels investissements socioéconomiques, nous avons insisté sur le fait que la diaspora africaine a un rôle stratégique à jouer en termes de reconfiguration de sa propre identité culturelle pour qu'elle soit en phase avec son équilibre ontologique et sa dette envers l'Afrique.

Ensuite, nous avons longuement discuté des possibles apports des cultures orientales et occidentales au noyau culturel africain, emprunts culturels que j'ai qualifiés de « rationnels », car favorables à l'afro-renaissance : il s'agit notamment de la socialisation scientifique et technologique des jeunes et de

la (re)valorisation de l'éducation et du travail en vue d'aiguiser chez les Africains le désir de « transformer » le monde, tout en se gardant de franchir les limites conduisant à l'autodestruction culturelle.

En définitive, au-delà de divers enjeux et défis que recèle cette biculturalité – et que nous avons essayé de discuter ci-dessus –, nous aimerions terminer cette réflexion en citant Jean-Loup Amselle qui, lui-même, paraphrase Valentin-Yves Mudimbe :

Pour Mudimbe, « l'Afrique est l'invention commune des Africains et des Européens et chacun a le droit d'utiliser ce savoir partagé pour construire une identité de son choix. Mudimbe récuse toute position culturaliste qui ne verrait dans l'emprunt culturel qu'une altération et postule au contraire que l'acculturation est au fondement de toute culture. [...] Mudimbe revendique en effet pour les cultures africaines le droit de définir leurs propres moyens d'accéder à l'universel. [...] Pour Mudimbe, la définition de soi passe par celle d'autrui, et l'identité se définit donc dans le cadre d'une situation « dialogique » » (Amselle 1991).

Les exemples du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud évoqués dans cet article en sont des exemples éloquents. Ces exemples devraient nous faire réfléchir et nous inspirer davantage.

Références

- Amselle, J.-L., 1991, « Mudimbe, V. Y. – The Invention of Africa. Philosophy and the Order of Knowledge », *Cahiers d'études africaines*, vol. 31, n° 121, p. 251-252.
- BAD/FAD, 2011, *Le rôle de la diaspora dans la construction de la nation : Leçons à tirer par les États fragiles et les États sortant de conflits en Afrique*. (<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/2011>). 12 août 2014.
- Bahoken, F., 2005, « De la présence camerounaise en France à « l'option diaspora » », *Enjeux*, juillet-septembre, n° 24, Yaoundé, FPAE, p. 7-15.
- Bazonzi, J. M., 2010, « Comprendre la mobilité féminine et la dynamique migratoire intra-africaine à partir du courant centrifuge au départ de Kinshasa », *Congo Economic Review, Revue congolaise d'Économie*, septembre, vol. 5, n° 1, p. 2-19. (www.congoeconomie.org/5_1_Bazonzi.pdf), 12 février 2014.
- Bazonzi, J. M., 2012, « Migration à l'ère de la mondialisation et mobilité féminine en Afrique centrale : repères socioculturels et enjeux », *Cahiers congolais de Sociologie*, n° 27, Université de Kinshasa, Département de sociologie, septembre, p. 9-37.
- Bazonzi, J. M., 2014, « Diaspora et développement », dans Babacar Ndione (Éd.), *L'Afrique centrale face aux défis migratoires*, Bruxelles, ACP Migration, juin, p. 13-31.

- Boudon, R. et Bourricaud, F., 2004, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF.
- Delsol, C., 2004, *Valeur du travail dans la culture occidentale*. (<http://aes-france.org/?Valeur-du-travail-dans-la-culture#bandeau>), 19 août 2014.
- Dieng, A. A., 2007, « Don de ma bibliothèque personnelle à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar », *Codesria Bulletin*, nos 1 & 2, p. 41-43.
- FIDA (Fonds international de développement agricole), 2007, *Les transferts d'argent : Travailleurs migrants et envois de fonds*. (<http://www.ifad.org/even>), 26 août 2013.
- Ki-Zerbo, J., 1992, « Le Développement clé en Tête », dans J. Ki-Zerbo, éd., *La natte des autres : Pour un développement endogène en Afrique*, Dakar, Codesria, p. 1-71.
- Ki-Zerbo, J., 2006, « Où va l'Afrique ? », *Codesria Bulletin*, nos 3 & 4, p. 4-9.
- Ki-Zerbo, L., 2007, *Joseph Ki-Zerbo, Identités, identité pour l'Afrique*, notes de présentation du film de Dani Kouyaté, 4^e Congrès international des historiens d'Afrique, Addis-Abeba, 21 au 25 mai.
- Lumumba-Kasongo, T., 2007, « Les relations sino-africaines dans la période de l'après-guerre froide : Repenser le Dialogue Sud-Sud », *Codesria Bulletin*, nos 1 & 2, Dakar, p. 9-18.
- Mabogunje, A., 1970, « Systems approach to a theory of rural-urban migration », *Geographical Analysis*, vol. 2, n° 1, p. 1-18.
- Macamo, E., 2005, « Contre le « développement » », *Codesria Bulletin*, nos 3 & 4, p. 5-7.
- Massey, D., 1988, « Economic development and international migration in comparative perspective », *Population and Development Review*, vol. 14, n° 3, p. 383-413.
- Massey, D., 1990, « Social structure, household strategies, and the cumulative causation of migration », *Population Index*, vol. 56, n° 1, p. 3-26.
- Mbougou, V., *La diaspora africaine aux prises avec l'éducation biculturelle des enfants*. (<http://afriqueexpansion.com/>), 19 août 2014.
- Mudimbe, V.-Y., 1988, *The Invention of Africa. Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*, Bloomington, Indiana University Press.
- Nyamnjoh, F. B., 2011, « Relevant Education for African Development : Some Epistemological Considerations », in Lansana Keita, (Ed.), *Philosophy and African Development. Theory and Practice*, Dakar, CODESRIA, p. 139-154.
- OCDE, 2009, *Total APD en 2008 : Niveau record de l'aide au développement en 2008*. (http://www.oecd.org/document/13/0,3343,en_2649_34487_424585_95_1_1_1_1,00.html), 12 juillet 2014. v
- Olukoshi, A. et Nyamnjoh, F. B., 2007, « Éditorial », *Codesria Bulletin*, nos. 3 & 4, p. 1-3.
- Onana, J.-B., 1997, « De la relation entre culture et développement : leçons asiatiques pour l'Afrique », *Culture et développement*, p. 96-111. (<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/068096.pdf>), 19 août 2014.

- Piché, V., 2012, « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs », *Population-F*, vol. 68, n° 1, p. 153-178.
- Piché, V., éd., 2013, *Les théories de la migration*, Paris, Ined, Les Manuels/Textes fondamentaux.
- Simmons, A., 2002, « Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 31, n° 1, p. 7-33.
- Songxing, S., 1995, « L'enseignement technique et professionnel : promouvoir le changement et influencer les idées des jeunes sur l'emploi dans la Chine moderne », *Perspectives*, vol. XXV, n° 3, p. 463-480.
- Unesco, *L'histoire générale de l'Afrique : Volume IX, Note conceptuelle*. (http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/images/Note_Conceptuelle_Vol_IX.pdf), 12 septembre 2015.
- Varro, G., 1990, « Enfants et adolescents mixtes : une identité spécifique ? », *Persée*, vol. 43, nos 43-3, p. 303-322.
- Varro, G., 1998, « L'identité bilingue et biculturelle des jeunes : indices observés », *Éducation et Sociétés Plurilingues*, n° 5, p. 1-6.
- Wanner, Ph., 2008, « L'apport des migrants au développement : une perspective économique », dans D. Efionayi-Mäder, G. Perroulaz et C. Schümperli Younossian (Éds.), « Migration et développement : les enjeux d'une relation controversée », *Annuaire suisse de politique de développement*, vol. 27, n° 2, p. 121-131.





